

DEUX METHODES D'INVESTIGATION IRREDUCTIBLES
MAIS COMPLEMENTAIRES

GÉRARD WINTER

MAI 1983

O.R.S.I.U.M. Fonds documentaire
N° : 15289 ex 2
Cpte : A

DEUX METHODES D'INVESTIGATION IRREDUCTIBLES MAIS COMPLEMENTAIRES

Les Notes AMIRA n°s 28, 29, 31 et 36 représentant un premier essai, par certains chercheurs de l'ORSTOM, de réflexion méthodologique sur toute une gamme de travaux en Sciences Humaines de l'ORSTOM. Elaborées dans le cadre d'un Groupe pluridisciplinaire, le Groupe AMIRA, qui réunit chercheurs, praticiens du développement et statisticiens et vise à confronter et si possible associer leur pratique méthodologique dans le cadre d'une problématique théorique commune, ces Notes appellent un débat avec les statisticiens. La présente Note constitue un premier "point de vue" d'un statisticien. Elle est destinée à engager et si possible organiser un prochain et plus ample débat collectif.

*

* *

Les Notes AMIRA n°s 28, 29, 31 et 36, et tout particulièrement cette dernière, ont l'inestimable mérite de poser avec netteté le problème fondamental; et ceci à partir d'une expérience de terrain diversifiée, longue et féconde dont il est rendu compte avec réalisme et clarté. Au-delà de la diversité des techniques d'investigation dont tout un chacun peut tirer profit, au-delà des différences d'objet et de méthode des disciplines des Sciences Humaines ou Sociales à l'ORSTOM (géographie, sociologie, anthropologie économique) dont on voit ici clairement la complémentarité et même la convergence, il s'agit de distinguer, et dans un premier temps d'opposer, deux modes d'approche du réel, deux démarches qui se veulent l'une et l'autre scientifique : la démarche des Sciences Sociales, la démarche du statisticien. L'une et l'autre visent à décrire et représenter un certain champ de la réalité sociale à partir d'un certain nombre et d'un

certain type d'observation (supposés rigoureuses, reproductibles, "fiables"). La question fondamentale, au coeur de la comparaison de ces deux démarches, est de savoir qu'est-ce qui valide l'extension à une réalité non observée des conclusions tirées d'observations dont le champ est forcément limité : les Sciences Sociales procèdent par généralisation, la Statistique par extrapolation.

Les Sciences Sociales mettent à jour des modes de fonctionnement et de reproduction d'entités sociales complexes, elles induisent des principes (ou "lois") d'organisation et structuration du champ social observé, elles font l'hypothèse que les degrés de liberté du réel pour inventer des structures, pour traduire une logique d'interdépendance ne sont pas nombreux : l'hypothèse que le réel est intelligible aboutit ainsi à postuler une certaine "nécessité", contre le "hasard".

La statistique, quant à elle, fonde le processus d'extrapolation des données observées à un champ non observé sur l'hypothèse que la réalité est décomposable en éléments semblables, donc relativement simples ou simplifiables. Certains de ces éléments sont donc "représentatifs" d'autres éléments. Et il est clair que le critère essentiel de similitude, d'homogénéité n'est accessible que par réduction de la complexité et de la variété du réel, c'est-à-dire, là encore finalement, que grâce à une "abstraction". Corrélative de cette notion de similitude, d'homogénéité est celle de différenciation, de variété et donc de classement et de distribution. Toute la statistique mathématique, toute la théorie des sondages sont fondées sur ces notions et visent à tester des hypothèses de similitudes ou de différenciations de collections d'objets et d'événements.

Il y a là, à première vue, deux démarches tout à fait différentes. Soit dit en passant, avant d'y revenir plus longuement, cette différence n'est nullement fondée sur l'opposition, quelque peu superficielle, entre qualitatif et quantitatif. La démarche des Sciences Sociales recompose une réalité multiforme en un tout cohérent et c'est cette cohérence qui valide la généralisation ; la technique statistique, elle, décompose cette même réalité en classes d'éléments semblables au sein desquelles elle n'observe qu'un certain nombre d'éléments et extrapole ces observations. Schématiquement : une démarche systémique d'une part, une démarche analytique d'autre

part. L'une recherche d'abord le spécifique, le divers, l'original comme signe de complexité et source de cohérence, l'autre recherche l'homogène comme signe d'identité et source d'extrapolation.

D'où, plus prosaïquement, et en exagérant les différences, deux types d'investigation : la monographie et l'enquête statistique. C'est cette antinomie apparente et le sentiment qu'il était nécessaire et possible de la surmonter pour en faire une complémentarité qui furent, pour une part décisive, à l'origine de la création du Groupe AMIRA en 1975. Même si elle proposait un type de solution quelque peu naïve (promouvoir des "enquêtes socio-économiques" relevant de l'une et l'autre approches), la Note AMIRA n° 2 avait le souci de surmonter une opposition de plus en plus stérilisante (1) :

"Cette nouvelle catégorie d'enquête, l'enquête socio-économique, tiendrait à la fois de la monographie et de l'enquête statistique de structures. A la monographie elle voudrait emprunter sa méthode d'approche globale et compréhensive d'une société, à l'enquête statistique de structures ses techniques d'analyse quantitative et représentative d'un ensemble complexe et étendu d'unités sociales. De la monographie il faudrait récuser le caractère trop souvent qualitatif et surtout son souci de montrer ce qui est distinctif plutôt que ce qui est représentatif ou extrapolable. De l'enquête statistique de structures il faudrait abandonner le cadre conceptuel et comptable uniforme, calqué sur celui de la comptabilité nationale, qui permet certes des agrégations successives mais au prix d'une déformation de plus en plus évidente de la réalité (puisqu'il aboutit au niveau national à réduire uniformément les diverses composantes de l'économie au schéma du mode de production capitaliste)".

Et il est vrai qu'il y a 15 ou 20 ans et jusqu'à une époque qui n'est pas encore si éloignée (d'aucuns diraient qu'elle se prolonge encore largement), lorsque statisticiens et chercheurs en sciences sociales entreprirent un effort d'investigation systématique en milieu rural africain,

(1) AMIRA n° 2 : "Le point de vue d'un planificateur sur le problème de l'amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain".
G. WINTER, avril 1975.

leurs ignorances et leur inexpérience les firent utiliser des outils si frustrés qu'ils conduisaient à une représentation déformée et peu opératoire de la réalité (cas de nombre d'enquêtes statistiques) ou si fins qu'ils ne pouvaient être que d'une application réduite avant d'avoir longuement accumulé des résultats spatialement et socialement diversifiés (cas de nombre d'enquêtes monographiques) Mais depuis lors les connaissances se sont multipliées et surtout, beaucoup plus récemment, la réflexion systématique et concertée sur ces connaissances et sur leurs méthodes d'obtention s'est considérablement développée et enrichie. Non seulement la nécessité de la complémentarité des deux approches apparaît désormais beaucoup plus clairement mais aussi et surtout le contenu même de cette complémentarité est mieux cerné.

Le chemin parcouru depuis la Note AMIRA n° 2 se laisse désormais apercevoir. Au-delà de l'opposition factice entre qualitatif et quantitatif, ayant écarté l'illusion d'un "compromis hybride" entre deux modes d'enquête hétérogènes, il s'agit de promouvoir des systèmes d'investigation dans lesquels chaque mode d'approche, chaque type d'investigation garde sa spécificité mais valide l'autre. C'est en fonction des objectifs de connaissance et/ou d'action poursuivis que doit être définie la priorité relative (au double sens du terme priorité : antériorité, importance) de chaque type d'investigation, et son rôle de validation.

C'est l'intérêt des Notes AMIRA n°s 28, 29, 31 et 36 de provoquer un débat susceptible de permettre un premier repérage des lieux de cette rencontre :

- La Statistique comme technique de validation complémentaire d'un processus de généralisation trop souvent basé sur l'intuition incommunicable, et "in-contestable" car non testée, des chercheurs en Sciences Sociales, et comme instrument d'analyse de la diversité des situations mises en évidence ou suggérée par les Sciences Sociales.

- Les Sciences Sociales à l'origine de l'identification des unités, des principes et critères de classification, des variables-clés significatives d'un mode de fonctionnement et d'un processus d'évolution.

- Celles-ci et celle-là promotrices de techniques et procédés de collecte reconnus ultérieurement d'intérêt mutuel.

*

* *

Avant d'expliciter quelque peu ces propositions, il paraît utile de formuler quelques remarques pour dissiper équivoques ou naïvetés.

La Note AMIRA n° 36 introduit vigoureusement le débat sur la comparaison et la complémentarité des deux modes d'investigation. Et c'est vrai que le thème de l'analyse régionale s'y prête particulièrement bien : les chercheurs sont affrontés alors au problème de la représentativité sur un large espace géographique et social, les statisticiens n'ont plus comme objectif essentiel d'estimer les grandeurs macro-économiques utiles à la comptabilité nationale, ils doivent "rendre compte" de la structuration du milieu pour éclairer l'action.

A découvrir la richesse, la qualité, la fiabilité des méthodes d'analyse régionale pratiquées tout au long de la vallée du Sénégal, le statisticien ressent, par comparaison, un sentiment d'impuissance : comme ses techniques, ses méthodes lui paraissent grossières lorsqu'il réalise une enquête statistique ! Et il faut reconnaître que le lecteur non pleinement averti, et malgré les coups de chapeaux respectueux, répétés et ... justifiés des auteurs de la Note n° 36 à l'égard de la MIS0ES, aura tendance à conclure que, en tant que démarche de connaissance, décidément l'enquête statistique, malgré sa lourdeur, ne fait pas le poids ...

Qu'il sache alors que :

- L'enquête statistique ici présentée, celle de la MIS0ES, a été réalisée il y a un quart de siècle : ce fut une des grandes premières en la matière, elle a duré moins de deux ans. Quelle que soit sa qualité, exceptionnelle pour l'époque, elle ne reflète pas ce que "pourraient" réaliser désormais en la matière les statisticiens (et qu'évoquait d'ailleurs avec pertinence

Ph. COUTY lui-même dans la Note AMIRA n° 28 "Des éléments aux systèmes. Réflexion sur les procédés de généralisation dans les enquêtes de niveaux de vie en Afrique"). Or cette première enquête est mise en regard d'un bilan de travaux scientifiques d'aboutissement récent et étalés sur plus de dix ans. L'accumulation de l'expérience et du savoir change tout (1).

- La contrainte, pourtant essentielle, des coûts n'est pas "évaluée". Il est habituel de porter au passif des enquêtes statistiques leur coût. Et c'est vrai que pour le budget de l'Etat c'est une opération onéreuse, rarement renouvelée, dont les charges sont d'ailleurs faciles à comptabiliser. Mais qui évaluera jamais le coût de cette analyse régionale de la vallée du Sénégal par les chercheurs de l'ORSTOM ? Certes on n'a pas besoin d'une armée d'enquêteurs ni d'une flotille de véhicules, certes encore il n'y a peut-être pas lieu de comptabiliser le coût de photographies aériennes (ou d'images-satellites) prises pour un usage plus général. Mais combien d'années de chercheurs et quel est leur prix ? Et surtout quelle assise financière pour permettre non seulement le financement stricto sensu de ces années-chercheurs mais encore leur permanence ? Le prix de cette capacité à accumuler en permanence savoirs et expériences est, à proprement parler, inestimable.

Pour en finir avec ce thème de la plus ou moins grande facilité de mise en oeuvre des deux modes d'investigation ici confrontés, ne négligeons pas ceci : la mise en oeuvre de dispositifs nationaux appropriés est beaucoup plus rapide et effective dans le cas de l'investigation statistique que dans le cas de la recherche en Sciences Sociales.

*

* *

(1) Il faudrait s'interroger sur ce conditionnel : "les statisticiens pourraient désormais ...". Pourquoi ne le "peuvent-ils pas", pourquoi pas de réalisation exemplaire récente ? Question de coût sans doute mais, plus profondément et tous les travaux du Groupe AMIRA s'en font l'écho, parce que la conception même des systèmes statistiques publics dans de nombreux pays (objectifs, organisation, méthodes, financement, etc.) est "liée" à une certaine conception, historiquement et politiquement défendue, du développement. Théories et politiques de développement influent sur les objets et procédés de l'investigation, lesquels déterminent à leur tour les limites et la consistance des théories et politiques.

Venons-en donc maintenant au coeur du sujet, celui de la nécessaire complémentarité des deux modes d'approche. Et dissipons d'abord un malentendu source d'un faux bien que fréquent débat. Il n'y a pas à opposer le quantitatif et le qualitatif, opposition qui ferait de la quantification l'objet et, selon ses protagonistes, la force de la statistique. Ce qui est profondément en question, sous couvert de ce débat, c'est le problème de la "mesure", au sens mathématique du terme. Il se pose identiquement à la Statistique et aux Sciences Sociales. Il serait trop facile de montrer que toute variable quantitative n'a de signification que si elle est qualifiée, qu'aucune discipline de Sciences Sociales ne se passe de "mesures", que la frontière entre variable quantitative discrète et variable qualitative est fort ténue puisque la notion de "classe", d'intervalles de classe fait passer d'un genre à l'autre, etc.

La Statistique n'est pas la science de la mesure, elle n'est pas d'abord l'élaboration et l'analyse des variables quantitatives, elle est fondamentalement la science des "distributions". Son domaine ce sont les grands nombres, les vastes collections d'êtres (objets, individus, événements, etc.). Son objet c'est le repérage, l'identification, le classement des unités de ces vastes collections et l'étude des variations de leurs caractéristiques. Elle vise à "représenter" et à analyser des distributions de caractères plus ou moins complexes attachés à chaque unité. Et bien sûr un caractère peut aussi bien être qualitatif que quantitatif. Le concept-clé est celui de représentativité, non celui de mesure. C'est cette représentativité qui justifie l'extrapolation. Elle peut être testée : d'où, d'un point de vue méthodologique, sa force irremplaçable. Ajoutons enfin que c'est cette extrapolation qui seule permet de mesurer une grandeur macro-économique à partir de mesures élémentaires portant sur une partie seulement des unités micro-économiques. Cette capacité à atteindre, par agrégation simulée, une mesure globale explique sans doute, avec le fait qu'effectivement un nombre d'unités c'est une variable quantitative, pourquoi la statistique est considérée comme méthode de quantification.

Et l'on voit bien que c'est sur ce concept-clé de "représentativité" que devrait s'appuyer, s'articuler, mais sans s'y confondre, cette notion de "pouvoir de généralisation" attribué aux travaux localisés et datés des chercheurs en Sciences Sociales. Cette possibilité d'étendre

dans le temps et l'espace la "validité" des résultats obtenus par les chercheurs est un des critères de la démarche scientifique.

On se heurte là au problème central du "statut scientifique" des disciplines dont l'objet est l'homme vivant en société. Qu'est-ce qui leur permet de "généraliser" des observations toujours particulières ? Ph. COUTY dans les quatre Notes AMIRA qu'il a signées avec ses collègues de l'ORSTOM s'affronte à ce problème avec beaucoup de finesse, d'intelligence et de réaliste prudence.

Il laisse entendre que la validité du processus de généralisation d'observations et analyses, toujours datées et localisées, n'est pas, en rigueur de terme, démontrable. Et il est vrai qu'il faudrait tester cette hypothèse de validité par quelque plan d'expérience pouvant amener à conclure qu'elle est "fausse" (seul est "vrai" scientifiquement ce qui aurait pu être reconnu faux, ce qui est "falsifiable"). Mais il suggère que cette validité du processus de généralisation est fortement plausible et qu'il est raisonnable de s'y fier (en bref "tout se passe comme si ...").

Cette plausibilité est doublement fondée :

1) Conceptuellement d'abord : le travail de terrain permet d'induire des concepts synthétisant un ensemble d'observations diversifiées. Ces concepts, tels que terroir, ethnie, région expriment une cohérence du système social correspondant. Cette cohérence enfin repose sur une structuration, une logique de comportement, une régulation du système. Comme il a été dit plus haut cette conceptualisation tire sa force non seulement de la variété des travaux dont elle rend compte mais aussi de l'idée que les degrés de liberté du réel pour exprimer une logique d'interdépendance ou pour inventer des structures ne sont pas très nombreux. Et cette hypothèse de généralité se valide à chaque fois qu'appliquant cette représentation théorique à un nouveau milieu, à un nouvel espace, à une nouvelle époque, on met en évidence immédiatement des phénomènes jusque là inaperçus.

2) Méthodologiquement ensuite : si en multipliant et combinant les périodes et échelles d'observation d'une part, les méthodes d'analyses propres à chaque "champ de cohérence" d'autre part (agro-écologique,

économique, social, politique) on éclaire ou corrobore telle observation par telle autre, on assure alors, effectivement, l'analyse. L'emboîtement et le recoupement d'observations scrupuleuses valident à la fois ces observations et le cadre théorique de leur interprétation réciproque.

Il faut bien voir qu'il ne s'agit pas seulement alors de se fier à la finesse, à la précision, à la rigueur des observations de terrain prises une à une mais plus fondamentalement à la convergence de modes d'approche diversifiés. Soit dit en passant, l'observation qui précède ne devrait pas dissuader les chercheurs de s'étendre davantage dans leurs publications sur les méthodes et les techniques qu'ils ont utilisées, sur le contenu effectif des observations et enregistrements qu'ils ont faits : ils passent parfois un peu trop vite sur ces "matériaux de terrain" comme si la confiance en la matière allait de soi.

La force du géographe vient précisément de ce qu'il regarde et représente sur des cartes la même réalité selon deux "échelles" au moins : une échelle très petite qui lui permet une vue globale et couvrante (images satellites, photos aériennes, cartographie régionale, ...), une échelle très grande propice à l'analyse fine de type monographique. Si, mutatis mutandis, le statisticien peut prétendre procéder de manière analogue lorsqu'il sonde par "degrés" (les "degrés" du sondage à partir de la "couverture" que constitue la base de sondage), il faut cependant noter que le sondage se fait par étapes successives.

Ce qui justifierait les Sciences Sociales dans leur prétention à généraliser ne serait-ce donc pas aussi cette dialectique simultanée du micro au macro ? (1). Et ne faudrait-il pas appliquer cette même dialectique à l'échelle du temps ?

(1) On retrouve là un des thèmes centraux de la réflexion du Groupe AMIRA et il est significatif qu'un de ses nouveaux sous-groupe de travail consacré au "suivi-évaluation de projets" s'affronte à la même question, dans les mêmes termes.

Cf "Le suivi-évaluation dans les projets de développement rural : orientations méthodologiques". AMIRA - Février 1983. Texte provisoire, en particulier pp. 18-20 qui se résument ainsi : "Chaque palier d'observation nécessite donc la compréhension, même sommaire, des autres paliers, même si les outils d'analyse ne sont pas forcément identiques. Cette représentation "feuilletée" (pour reprendre l'expression de LACOSTE) de la réalité à plusieurs niveaux est peut-être d'ailleurs un moyen de sortir de fausses oppositions à deux termes, de type micro/macro".

Cependant cohérence du système de représentation théorique et rigueur des observations élémentaires qui ont fondé cette représentation ne suffisent pas toujours à valider le processus de généralisation proposé par le chercheur. Cette validation serait renforcée si elle pouvait être soumise à un "test" reproductible. A l'heure actuelle et trop fréquemment encore on se fie ou on est "obligé" de se fier à la qualité du chercheur ou de l'équipe de chercheurs, sans pouvoir reproduire, répéter, vérifier une partie de la démarche de ceux-ci. Or ceux-ci ne cessent de faire des choix d'unités d'observation, de décider d'un certain découpage du champ de l'observation, de procéder à des classements.

Pourquoi ne pas rendre ces choix, ces découpages, ces classements plus systématiques, plus "raisonnés" de telle sorte qu'ils puissent être reproduits, vérifiés et si besoin est complétés ? La représentativité des observations pourrait alors être testée et l'extrapolation statistique viendrait alors conforter l'hypothèse de la validité du processus de généralisation.

On sent bien, et les travaux de l'ORSTOM dont les Notes AMIRA rendent compte tout comme ceux réalisés par l'Université de Bordeaux dans la région de Maradi au Niger le révèlent clairement, que les chercheurs sont de plus en plus conscients de l'importance de ce problème : ils s'appliquent à obtenir une "couverture" de l'ensemble du domaine étudié (photographies aériennes, cartes, recensements), ils multiplient les "échelles" d'observation, "emboîtent" des unités d'analyse les unes dans les autres, recherchent les "découpages" les plus pertinents dans le milieu social étudié, étendent leurs observations aux unités les plus "contrastées", etc.

Un statisticien prenant connaissance des rapports qui rendent compte de ces travaux, et les Notes AMIRA n^os 28, 29, 31 et 36 n'y font pas exception, est frappé de rencontrer en permanence des expressions (généralisation et couverture, échelles et emboîtement, structures, découpages et segmentations, inégalité et contraste, etc.) en correspondance avec les concepts-clés de sa discipline (représentativité et extrapolation, degrés de sondage et agrégation, stratification, classification et nomenclatures, distribution, etc.).

Avant de donner un contenu plus concret à ces "correspondances", appelant en fait une complémentarité au sein d'un système d'investigation, il faut noter qu'un autre mode de validation des résultats des Sciences Sociales pourrait être envisagé. Il ne concernerait plus la généralisation dans l'espace mais la permanence dans le temps : quelle prévision ces résultats autorisent-ils ? Ce test de la prévision pose aux Sciences Sociales un double problème : celui du retour sur le terrain au bout d'un temps susceptible de donner naissance à des évolutions significatives, celui de l'utilisation des travaux des chercheurs par ceux qui, au-delà d'une meilleure compréhension du réel, veulent ou croient pouvoir en modifier l'évolution. Les statisticiens comme les chercheurs sont affrontés à ce double problème dont la solution, elle aussi, appelle leur complémentarité.

Très schématiquement on peut dire que le chercheur définit les unités et concepts, les principes de catégorisation (typologie), les modes de fonctionnement et d'évolution tandis que le statisticien étudie le champ d'extension de ces unités (quels effectifs dans quel "espace"), le champ de pertinence de ces typologies et le champ de validité de ces mécanismes. Le statisticien observe donc des variations, il étudie des distributions. Se pose à lui alors le problème essentiel de toute science classificatoire (celui de toutes les sciences "naturelles") : jusqu'à quel degré de variation, de différenciation reste-t-on dans la même classe d'unité, dans le même "processus" de fonctionnement ? La réponse vient en partie des chercheurs qui ont défini les unités ou phénomènes à observer et les principes de classification, mais aussi de ceux qui vont utiliser les résultats fournis par les statisticiens : quelles "distinctions" pour quelles actions ? Problème d'autant plus aigu que l'on sait bien que l'homme d'action n'intervient guère sur des "moyennes", il se préoccupe en fait de ce qui est situé ou de ce qui fonctionne ou se manifeste aux limites de classe, aux marges, aux "queues de distribution". Dans une certaine mesure donc c'est le résultat de l'action qui valide ou non les hypothèses de fonctionnement et les typologies proposées par les Sciences Sociales.

La cohabitation des deux modes de saisie du réel que sont les Sciences Sociales et la Statistique au sein d'un même système d'investigations est donc une nécessité non seulement épistémologique mais aussi opératoire. La mise en place d'un tel système dans un pays, une région, une zone de projet est la condition de création d'une capacité endogène d'analyse et de décision.

En résumé, si les chercheurs ne se limitent pas à l'élaboration d'un modèle explicatif du fonctionnement d'un système social ou du comportement d'un type d'unité sociale, ils sont affrontés à trois problèmes complémentaires :

1- Définir le champ d'extension et d'application de ce modèle explicatif : c'est le problème de la généralisation/représentativité d'un mode de structuration de la réalité sociale.

- En reconnaître les variétés : c'est le problème des classifications/distributions.

- En suivre, voire en précéder l'évolution : c'est le problème des indicateurs statistiques, simples et permanents, représentatifs de cette évolution.

Ce sont là les trois pôles d'articulation entre Statistique et Sciences Sociales.

*

* *

Ce qui précède se traduit concrètement par une série de "rencontres" entre statisticien et chercheur (1).

- Le chercheur identifie les diverses unités sociales pertinentes, leur mode d'organisation et d'articulation, leur mécanisme de fonctionnement, de régulation, de transformation.

- Le statisticien mesure ou estime les effectifs de ces unités (dénombrement par recensement ou sondage).

(1) Un même individu peut bien entendu être l'un et l'autre, une même étude peut naturellement combiner ces deux modes d'approche.

- Le chercheur caractérise ces diverses unités, il définit les critères de classement, c'est-à-dire de comparabilité ou de différenciation (égalité ou inégalité, homogénéité ou différence, un certain objectif d'analyse ayant été donné). Bien entendu ce principe de classement discriminant se concrétisera par des modalités, des classes. Si, en principe, c'est au chercheur de les identifier, le statisticien, ex ante en fonction des objectifs poursuivis, ex post au vu des résultats, peut concourir à la délimitation de ces classes. En particulier les techniques "d'analyse des données" permettant au statisticien de proposer les combinaisons de critères interdépendants les plus discriminantes.

- Le statisticien détermine la distribution des unités selon ce ou ces critères de classement.

- Bien entendu, ce qui vient d'être dit sur les critères de classement s'applique immédiatement à la question cruciale du choix des unités particulières à étudier par le chercheur et à enquêter par le statisticien. La même répartition des rôles devrait s'opérer en ce qui concerne d'une part le choix des critères de stratification ou des modalités du choix "raisonné", et d'autre part les tests de l'efficacité des sondages opérés. Il y a là un domaine de collaboration essentiel et facile à mettre en oeuvre. Il est extraordinairement rare jusqu'à présent qu'un chercheur apporte la moindre justification quant au nombre et aux choix effectif des unités qu'il a étudiées. Il n'est pas exagéré de dire qu'un "sondage" un peu moins "intuitif" permettrait dans bien des cas de réduire le nombre des unités enquêtées tout en gagnant en représentativité. Il faut explorer les champs d'application des différentes méthodes de sondage : entre l'empirisme absolu et les fortes contraintes du sondage aléatoire il y a des méthodes "raisonnées" que la vogue des sondages aléatoires a exagérément dévaluées.

*

* *

Bien d'autres points de rencontre entre chercheurs et statisticiens sont certainement envisageables. Il n'est pas question ici d'en dresser un inventaire systématique. On a voulu simplement dégager les principes d'une complémentarité qui s'avère de plus en plus nécessaire en même temps qu'elle se révèle possible. Cette complémentarité doit s'inscrire dans le cadre de la constitution d'un système d'investigations combinant dans le temps et dans l'espace différents objectifs et différentes méthodes de collecte et d'analyse.

Il n'y a pas bien sûr de système-standard. Chaque système dépend de son champ d'application (pays, région, projet, catégorie sociale, système agraire, circuit de commercialisation, etc.), des caractéristiques du milieu concerné, des objectifs de compréhension et d'action poursuivis, des contraintes pesant sur la collecte, etc.

Plusieurs Notes AMIRA en ont proposé des esquisses pour des spécifications données (en particulier les Notes n°s 2, 18, 24, 30 et 36) (1).

S'il fallait, pour terminer cette Note en ouvrant un débat, avancer quelques propositions en la matière, ne pourrait-on s'entendre sur celles-ci :

- Tout système d'investigation a une double fondation :

1- Un diagnostic à la fois qualitatif et synthétique de la structure et de l'évolution du milieu considéré. Pratiquée selon les méthodes des Sciences Sociales cette approche vise à une compréhension globale des phénomènes, à analyser la réalité sous ses différents aspects et à différents niveaux (de décision ou de cohérence), à élucider dynamismes et blocages grâce à une analyse historique. Il s'en dégage une première définition des unités à étudier, des typologies à considérer, des variables-clés à mesurer, etc.

(1) Cf aussi : "Le suivi-évaluation dans les projets de développement rural : orientations méthodologiques" - AMIRA, texte provisoire, Février 1983.

2- Une "couverture" statistique obtenue par recensements, fichiers, photographies aériennes, etc.

- Tout système d'investigation s'enrichit et s'affine progressivement, non seulement par accumulation des résultats d'enquête et de savoir-faire, mais aussi par prise en compte des effets des interventions. "C'est à travers des conflits, des réactions à des interventions qu'on peut le mieux observer des stratifications sociales et des dynamismes". Permanence et capacité à "enregistrer" les enjeux du débat social telles sont les conditions d'existence de tout "système d'investigation".

- Un système d'investigation combine, à la fois pour des raisons de compréhension des phénomènes observés et de coût des investigations, des enquêtes "emboîtées" à différents niveaux de décision ou à différentes échelles spatiales ou temporelles.

- Un système d'investigation ne peut éviter des enquêtes lourdes, qu'il s'agisse d'enquête de type statistique visant à mesurer des flux (dépenses des ménages d'une région) ou d'enquête compréhensive de type monographique visant à décrire des mécanismes et des comportements (terroir). Il est essentiel de les faire précéder des investigations (enquête de description d'échantillon, cartographie, etc.) nécessaires à la réalisation d'un plan de sondage très efficace dans le temps et dans l'espace pour limiter au maximum ces investigations lourdes tout en les "validant".

- Pour faire le lien entre couverture statistique et enquêtes lourdes sur faible échantillon, pour opérer des sondages efficaces et à plusieurs degrés pour articuler les investigations à différents niveaux, pour comprendre la réalité sociale et fournir des informations utiles à l'action, bref pour assurer sa cohérence d'ensemble, le système d'investigation doit promouvoir des "enquêtes de description d'échantillon" visant à dénombrer des effectifs de diverses catégories d'analyse, c'est-à-dire en fait permettant d'estimer des distributions.